

9

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	67 734/60/127
2-2-07 2003	25-09-2003	N°	

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL RELATIVE A LA CONSTITUTION
D'UN PLAN SOCIAL DE SECTEUR**

EXPOSE PREALABLE

La Commission Paritaire n° 127 pour le commerce de combustibles et la sous-Commission Paritaire n° 127.2 pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale, ont conclu le 19 novembre 2002 un Protocole d'Accord relatif à la constitution d'un fonds de pension sectoriel. La constitution du fonds de pension sectoriel est inspirée du Projet de Loi relatif aux pensions complémentaires (la Loi Vandembroucke).¹

En exécution de cet Protocole d'Accord, des travaux ont démarré afin de constituer un plan social de pension sectoriel dans le secteur du commerce de combustibles. Ces préparatifs ont été pris dans l'attente de l'approbation définitive de la Loi relative aux pensions complémentaires. Un texte de règlement de prévoyance a notamment été élaboré pour le plan social de secteur pour les employeurs et travailleurs qui ressortissent de la (sous)Commission Paritaire précitée.

Puisque la Loi relative aux pensions complémentaires et le régime fiscal de ces pensions et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (ci-après nommé « Loi des pensions complémentaires ») ont été approuvés² le 28 avril 2003, les membres soussignés de la Commission Paritaire n° 127 et de la sous-Commission Paritaire n° 127.2 désirent conclure la présente Convention Collective de Travail afin d'approuver la constitution du plan social de pension sectoriel (avec e.a. le règlement de prévoyance).

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Cette Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises qui ressortissent de la Commission Paritaire n° 127 pour le commerce de combustibles et de la sous-Commission Paritaire n° 127.2 pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale.

ARTICLE 2 - PLAN SOCIAL DE PENSION SECTORIEL

Dans le cadre de la Loi susmentionnée du 28 avril 2003, les parties soussignées décident de constituer un plan de pension sectoriel. Ainsi qu'il l'a déjà été commenté dans l'exposé préalable de la présente Convention Collective de Travail, les organisations patronales et ouvrières représentatives de la Commission Paritaire pour le commerce de combustibles et de la sous-Commission Paritaire pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale ont déjà pris une décision à cet effet et ont dans ce cadre déjà conclu un Protocole d'Accord le 19 novembre 2002.

¹ Ce projet de loi a été approuvé entre-temps et est devenu la Loi du 28 avril 2003 (cfr. infra).

² Publié dans le Moniteur Belge le 15 mai 2003

Cette Convention Collective de Travail est conclue en particulier dans le cadre de l'article 10§2 de la Loi des pensions complémentaires du 28 avril 2003, car il s'agit en particulier d'un plan social de pension sectoriel. Ce plan de pension social bénéficie du statut particulier, stipulé dans l'article 176², 4^obis du Code des taxes assimilées aux timbres et dans l'article 10 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la garantie préventive de la compétitivité, puisqu'il répond aux conditions légales suivantes :

- 1) L'engagement de pension s'applique à tous les salariés.
- 2) Il y a un engagement de solidarité lié à l'engagement de pension.
- 3) Cette Convention Collective de Travail est conclue pour durée indéterminée et il sera demandé au Roi de déclarer cette Convention Collective de Travail de force obligatoire.

ARTICLE 3 - ORGANISATEUR

L'organisateur du plan social de pension sectoriel est le Fonds Social pour les entreprises du commerce de combustibles, fondé le 1 avril 1974.³

ARTICLE 4 - FONDS DE PENSION

Le fonds de pension, chargé de l'exécution de l'engagement de pension est l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles, fondé le 25 février 2003, dont les statuts ont été publiés dans les Annexes du Moniteur Belge du 13 juin 2003.

La possibilité d' 'opting out' n'est pas prévue.

Cependant la possibilité est offerte aux employeurs et salariés qui ressortissent de la (sous)Commission Paritaire précitée et auprès desquels - à la validation de la présente Convention Collective de Travail- il était déjà prévu une pension complémentaire au moins équivalente⁴, de garder cette dernière. Ce dernier engagement de pension ne peut continuer qu'à condition que, pour ces salariés, la contribution pour l'engagement de solidarité (les 4,4% comme spécifié pour l'obtention de l'exemption de taxe sur les contrats d'assurances) soit versée dans le fonds de solidarité, comme mentionné ci-dessous (article 8).

Le fonds de solidarité sera géré par l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles.

ARTICLE 5 - REGLEMENT DE PENSION

Le règlement de pension relatif au plan social de pension sectoriel pour les employeurs et les salariés qui ressortissent de la Commission Paritaire 127 pour le commerce de combustibles et de la sous-Commission Paritaire 127.2 pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale, ajouté comme annexe 1 («Règlement de prévoyance pour le plan social de secteur pour les employeurs et les salariés qui ressortissent de la Commission Paritaire pour le

³ Actuellement avec siège social à 1000 Bruxelles, 4 Rue Léon Lepage.

⁴ Comme celle prévue dans la présente Convention Collective de Travail.

commerce de combustibles ») à cette Convention Collective de Travail, est approuvé par les parties soussignées.

ARTICLE 6 - REGLES EN MATIERE DE GESTION

La gestion de l'engagement est confiée par les parties soussignées à l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles susmentionné. Cette a.s.b.l. contracte dans ce cadre une obligation de moyens.

L'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles gèrera l'engagement en « bon père de famille ». A cet effet, l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles veillera à ce que les garanties qui doivent être données conformément à la législation sur les pensions complémentaires, soient préservées au maximum en les couvrant par des contrats d'assurances auprès des assureurs agréés.

ARTICLE 7 - SOLIDARITE

Un engagement de solidarité est lié au régime de pension. Dans ce cadre, les parties conviennent d'élaborer le contenu du règlement de solidarité, l'engagement de solidarité et son financement dans une Convention Collective de Travail séparée, dès que les Arrêtés Royaux, comme mentionné dans l'article 45§1 de la Loi sur les pensions complémentaires, seront en vigueur.

Les parties soulignent qu'il ne sera pas possible pour les employeurs d'organiser eux-mêmes l'engagement de solidarité.

La personne juridique chargée de l'exécution de l'engagement de solidarité est l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles précité.

ARTICLE 8 - ENGAGEMENT DE SOLIDARITE

Les parties décident d'affecter 4,215%⁵ des contributions versées dans le cadre du plan de pension social au financement de l'engagement de solidarité, lequel fait partie de ce plan social de pension sectoriel.

Cette contribution sera utilisée pour financer un certain nombre de prestations de solidarité afin de pouvoir constituer un engagement de pension pendant certaines périodes d'inactivité et afin de pourvoir une indemnité en cas de perte de revenus.

Comme déjà mentionné dans l'article 7 de la présente Convention Collective de Travail, les parties conviennent d'élaborer et de régler l'engagement de solidarité, dès que les Arrêtés

⁵ $100 - \frac{100}{1,044}$

Royaux, mentionnés dans l'article 45§1 de la Loi sur les pensions complémentaires, seront en vigueur.

ARTICLE 9 – DEPART

L'organisateur informera par écrit l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles en cas de départ d'un affilié. Cette communication se fera en principe quatre fois par an, c.-à-d. en janvier, avril, juillet et octobre.

Par la présente, les parties conviennent explicitement que la communication peut se faire plus tard, sur base de l'article 31 §2 de la Loi sur les pensions complémentaires, mais au plus tard dans l'année qui suit la mise au courant de l'organisateur du départ de l'affilié.

L'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles communiquera par écrit à l'affilié au plus tard 30 jours après la communication précitée, les éléments suivants :

- le montant des réserves acquises, éventuellement complété jusqu'aux montants minimum garantis dans l'article 24 de la Loi sur les pensions complémentaires ;
- le montant des prestations acquises ;
- une des options suivantes dont dispose l'affilié :
 - 1) transférer les prestations acquises à l'institution de retraite soit du nouvel employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail (au cas où il est affilié à l'engagement de pension de cet employeur) soit de la nouvelle personne juridique⁶ -composée paritairement - de laquelle ressort l'employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, et ce au cas où il est affilié à l'engagement de pension de cette personne juridique ;
 - 2) transférer les prestations acquises à une institution de retraite qui distribue le bénéfice total entre les affiliés au prorata de leurs réserves, et qui limite les frais selon les règles déterminées par le Roi ;
 - 3) laisser les prestations acquises auprès du fonds de pension.⁷

L'affilié doit informer le fonds de pension de son choix dans les 30 jours de cette communication. A défaut, l'affilié est supposé avoir opté pour la dernière option (numéro 3).

Le fonds de pension doit faire le nécessaire pour que le choix des affiliés soit réalisé dans les 30 jours.

ARTICLE 10 - AFFILIATION

Si, au moment de l'affiliation, l'affilié désire transférer des réserves acquises en vertu de son ancienne carrière au fonds de pension sectoriel pour le commerce de combustibles, et ce conformément à la Loi sur les pensions complémentaires, ces réserves seront gérées séparément auprès de ce fonds de pension. Pour ces réserves, une garantie d'intérêt est prévue conformément aux dispositions légales en cette matière.

⁶ Il s'agit d'une personne juridique comme spécifié dans l'article 3§1,5° de la Loi sur les pensions complémentaires.

⁷ Dans ce cas, dès le départ, la garantie de rendement sera déterminée conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 11 - MODALITES D'ENCAISSEMENT

Comme convenu dans le Protocole d'Accord du 19 novembre 2002, il sera transféré dans le courant de l'année 2003, 1.250.000 Euro provenant des réserves du Fonds Social pour les entreprises du commerce de combustibles vers l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles. Cette somme servira au financement des contributions personnelles et patronales au profit des affiliés.

Ainsi qu'il est stipulé dans le règlement de prévoyance, il sera affecté de cette somme pour l'année 2003, 3% du salaire de chaque affilié à ceux-ci.

A partir du 1 janvier 2004, le fonds de pension encaissera effectivement les contributions :

- contributions personnelles : 1% du salaire, comme spécifié dans le règlement de prévoyance ;
- contributions patronales : 2% du salaire comme spécifié dans le règlement de prévoyance.

Comme précisé dans l'article 8 de la présente Convention Collective de Travail, 4,215% de ces contributions patronales et personnelles seront affectés au financement de l'engagement de solidarité.

Les contributions personnelles et patronales précitées sont encaissées par l'Office National pour la Sécurité Sociale et sont versées trimestriellement à l'organisateur. L'organisateur versera sans délai au fonds de pension les contributions personnelles et patronales reçues. Les contributions pour les salariés - pour lesquels au moment de la validation du plan de pension sectoriel il était déjà prévu une pension complémentaire au moins équivalente et dont l'exécution ne se fait pas par l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles, comme spécifié dans l'article 4 de la présente Convention Collective de Travail - seront remboursées aux employeurs concernés par l'organisateur, après déduction de la contribution pour l'engagement de solidarité, laquelle sera versée par l'organisateur à l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles.

ARTICLE 12 - DISPOSITION TRANSITOIRE

Les parties sont conscientes que la présente réglementation relative à la constitution d'un plan social de secteur peut encore être complétée et modifiée.

Par conséquent, les parties donnent explicitement pouvoir à l'organisateur de modifier le règlement de prévoyance pour le plan social de pension sectoriel pour les employeurs et les salariés qui ressortissent de la (sous)Commission Paritaire pour le commerce de combustibles conformément à la nouvelle réglementation, aux Arrêtes Royaux qui doivent encore être pris à ce sujet, et à la demande de l'Office de Contrôle des Assurances. De plus, l'organisateur peut adapter le règlement de prévoyance précité en tenant compte des nécessités pratiques comme e.a. la procédure pratique d'encaissement et la base de données.

ARTICLE 13 - ENTREE EN VIGUEUR ET MODALITES DE RESILIATION

Cette Convention Collective de Travail entre en vigueur le 1 janvier 2003 et est conclue pour durée indéterminée.

Elle peut être terminée moyennant un préavis de six mois, lequel doit être notifié par lettre recommandée adressée au Président de la (sous)Commission Paritaire.

Préalablement à la résiliation de cette Convention Collective de Travail, la (sous)Commission Paritaire doit prendre la décision de résilier le régime de pension sectoriel. Cette décision n'est valable que si elle est prise conformément à l'article 10§1,3° de la Loi sur les pensions complémentaires.

*Règlement de prévoyance pour le
plan social de secteur social pour
les employeurs et les salariés
qui ressortissent de la
Commission Paritaire pour le
commerce de combustibles*

INDEX

Historique	2
Champ d'application	2
Définitions	3
Exécution de l'engagement de pension	4
Transparence	6
Contributions	6
Droits - Garantie de rendement - Réserves acquises - Prestations	7
Communication à l'affilié	9
Solidarité	10
Pensionnement	10
Décès	11
Conversion en rente contre versement avec renonciation de capital	11
Départ	12
Changement fonds de pension	13
Réserves insuffisantes du fonds de pension	13
Résiliation du présent règlement de prévoyance	14
Dissolution du fonds de pension	14
Entrée en vigueur du règlement de prévoyance	15

REGLEMENT DE PREVOYANCE exécuté par l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de Combustibles

HISTORIQUE

Article 1

La Commission Paritaire n° 127 pour le commerce de combustibles et la sous-Commission Paritaire n° 127.2 pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale, ont conclu le 19 novembre 2002 un Protocole d'Accord relatif à la constitution d'un fonds de pension sectoriel. La constitution du fonds de pension sectoriel est inspirée du Projet de Loi relatif aux pensions complémentaires (la Loi Vandebroucke).

L'article 3 du Protocole d'Accord susmentionné stipule que les modalités d'exécution du fonds de pension sectoriel seront déterminées par le conseil d'administration du Fonds Social.

Dans le cadre des travaux préparatoires relatifs à la constitution d'un plan sectoriel de pension, l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de Combustibles a été créé le 25 février 2003, dont le conseil d'administration est composé des membres du conseil d'administration du Fonds Social. Cette a.s.b.l. opérera en tant qu'exécutant du plan de pension sectoriel et est e.a chargée d'élaborer les modalités d'application et d'exécution du plan de pension sectoriel.

Puisque le 28 avril 2003 la Loi relative aux pensions complémentaires et le régime fiscal de ces pensions et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale¹ a été approuvée, les membres de la Commission Paritaire n° 127 et de la sous-Commission n° 127.2 peuvent approuver la constitution du plan social de secteur et ensuite le régler.

CHAMP D'APPLICATION

Article 2

Le présent règlement s'applique à tous les employeurs et salariés qui ressortissent du champ d'application de la Commission Paritaire n° 127 et de la sous-Commission Paritaire n° 127.2.

Les salariés qui font partie du champ d'application du présent règlement, et sans préjudice d'autres conditions, seront automatiquement affiliés au présent règlement dès qu'ils/elles atteignent l'âge de 18 ans, c.-à-d. dès le début du mois de son anniversaire.

¹ La Loi des Pensions Complémentaires ou abrégé « LPC »

DEFINITIONS

Article 3

- 3.1. **Par affilié** s'entend tout salarié qui répond à l'article 2 du présent règlement.
- 3.2. **Engagement de pension** : l'engagement d'une pension complémentaire par l'organisateur au profit des affiliés et/ou à leurs ayants droits.
- 3.3. **Organisateur** : le Fonds Social pour les entreprises du commerce de combustibles.
- 3.4. **Engagement de type 'contributions fixées'** : l'engagement de paiement au fonds de pension de contributions fixées au préalable pour financement de l'engagement.
- 3.5. **Fonds de pension** : l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles chargée de l'exécution de l'engagement de pension.
- 3.6. **Engagement de solidarité** : l'engagement de prestations de solidarité par l'organisateur au profit des affiliés et/ou à leurs ayants droits.
- 3.7. **Règlement de solidarité** : le règlement dans lequel les droits et les obligations de l'organisateur, de l'employeur et des affiliés, les conditions d'affiliation et les règles au sujet de l'exécution de l'engagement de solidarité sont déterminés.
- 3.8. **Loi du 9 juillet 1975** : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.
- 3.9. **Office de Contrôle des Assurances** : l'établissement public fondé par l'article 29 de la loi du 9 juillet 1975.
- 3.10. **La date normale de pension** est le premier jour du mois qui suit le 65^{ième} anniversaire de l'affilié.
- 3.11. **La date effective de pension** est le premier jour du mois qui suit l'arrêt du service actif de l'affilié et auquel l'affilié prend effectivement sa pension avant la date normale de pension.
- 3.12. **Par le salaire de l'affilié**, on entend le salaire horaire multiplié par le nombre d'heures prestées sur base mensuelle, y compris les primes qui suite à une CCT sont attribuées afférentes au mois.
- 3.13. **L'année d'affiliation** est l'année dans laquelle l'affilié a été affilié au présent règlement de prévoyance.

4

- 3.14. Le **return annuel** du fonds de pension est égal au rendement net des actifs du fonds de pension procuré par les revenus de l'année, à savoir les intérêts et dividendes, les plus et moins values réalisées, après déduction de tous les frais d'administration et de tous les impôts de l'année.

Le return annuel est déterminé au 31 décembre de l'année.

Lorsqu'un affilié part dans le courant de l'année à cause d'une mise à la pension ou d'un arrêt du contrat de travail ou en cas de décès, le return pour l'année en cours sera fixé comme la moyenne arithmétique des **returns** annuels du fonds de pension, calculée à partir de l'année d'affiliation de l'affilié.

- 3.15. Les **prestations acquises** sont les engagements de prévoyance à chaque moment à l'égard de l'affilié. Les prestations acquises pour le volet 'pension' sont égales aux réserves acquises comme stipulées à l'article 14, majorées éventuellement pour répondre à la garantie de rendement comme stipulé à l'article 12.
- 3.16. Les actifs sont les affiliés qui sont en service dans le cadre d'une convention de travail.
- 3.17. Les **rentiers** sont des ayants droits d'une rente en cours qui ont opté pour une conversion de capital de pension en rente, conformément au présent règlement.
- 3.18. Les **démisionnaires** sont des salariés qui ne ressortissent plus de la CP 127 et sous-CP 127.2, qui peuvent encore faire valoir des droits acquis au moment de la pension ou du décès.
- 3.19. La **Loi du 2 août 1971** est la Loi relative à l'institution d'un régime par lequel les salaires, rémunérations, pensions, allocations et interventions à charge du trésor public, certaines allocations sociales, les plafonds de salaires dont on doit tenir compte pour le calcul de certaines contributions de la sécurité sociale des ouvriers, ainsi que les obligations sociales imposées aux indépendants, sont liés à l'indice des prix à la consommation.
- 3.20. Le taux de référence maximal est le taux de référence pour des activités d'assurance de longue durée qui est déterminé par des arrêtés d'exécution de la Loi du 9 juillet 1975.

EXECUTION ENGAGEMENT DE PENSION

Article 4 - L'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de Combustibles

Le Fonds de Pension a pour mission d'organiser l'activité de prévoyance pour les salariés des membres qui ressortissent du champ d'application de la Commission Paritaire pour le commerce de combustibles et de la sous-Commission Paritaire pour le commerce de combustibles pour la Flandre Orientale. En fonction de cette activité de prévoyance, le fonds de pension :

- a) Organisera une institution de prévoyance uniquement au profit des salariés et anciens salariés des membres² et de leurs ayants droits.
- b) Gérera les avoirs dont elle disposera, et fera tous les actes de disposition, d'administration et de gestion, y compris les modes d'investissement afin de faire fructifier ses avoirs.
- c) Assurera, pour compte de chaque membre, le paiement des engagements en exécution du règlement de prévoyance, dans la mesure des moyens mis à sa disposition.

Les interventions et services du fonds de pension, se font selon les caractéristiques et moyens comme il est précisé dans le présent règlement de prévoyance.

Les revenus du fonds de pension comprennent :

- 1) Les contributions (patronales + personnelles) qui seront versées, comme il est réglé dans le règlement de prévoyance.
- 2) Les réserves transférées d'autres fonds de pension, entreprises d'assurances et fonds sociaux.
- 3) Les revenus des avoirs de l'association.
- 4) Les donations et legs éventuels.
- 5) Les entrées diverses.

L'ensemble des ces revenus est destiné aux divers engagements du fonds de pension.

Il n'y a pas de possibilité d' 'opting out'.

Les employeurs et salariés qui ressortissent du champ d'application de la (sous)commission paritaire susmentionnée et pour lesquels -à la validation de la Convention Collective de Travail qui instaure le plan social du secteur- il y a déjà une pension complémentaire au moins équivalente³, sont autorisés à garder cette dernière. Cet engagement de pension peut continuer pour autant que la contribution pour l'engagement de solidarité au profit des ces salariés (c.-à-d. le 4,4% comme défini pour obtenir l'exemption de la taxe sur les contrats d'assurance) soit versée au fonds de solidarité, comme défini ci-après (article 21).

Le fonds de pension est administré par le conseil d'administration qui est composé paritairement d'une part des mandataires qui représentent les employeurs⁴ et d'autre part des mandataires qui représentent le personnel ou l'ancien personnel des employeurs⁵.

² qui ressortissent de l'application de la Commission Paritaire n°127 pour le commerce de combustibles et la sous-Commission Paritaire n° 127.2 pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale.

³ comme prévu dans la présente Convention Collective de Travail

⁴ qui ressortissent de la Commission Paritaire n°127 pour le commerce de combustibles et la sous-Commission Paritaire n° 127.2 pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale.

⁵ qui ressortissent de la Commission Paritaire n° 127 pour le commerce de combustibles et la sous-Commission Paritaire n° 127.2 pour le commerce de combustibles en Flandre-Orientale.

Article 5 - Obligation de fournir des renseignements

Le texte du présent règlement de prévoyance est procuré par l'organisateur à l'affilié sur simple demande de ce dernier.

TRANSPARENCE

Article 6 - Rapport annuel

Le fonds de pension établira annuellement un rapport au sujet de la gestion de l'engagement de pension et le mettra à la disposition de l'organisateur. Sur simple demande de l'affilié, l'organisateur communiquera ce rapport à l'affilié.

Le rapport contiendra de l'information sur les éléments suivants :

- le mode de financement de l'engagement de pension et les changements structurels de ce financement ;
- la stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle on tient compte des aspects sociaux, éthiques et d'environnement ;
- le rendement des investissements ;
- la structure des frais ;
- le cas échéant, la répartition des bénéfices.

CONTRIBUTIONS

Article 7

L'engagement de pension est un engagement de type « contributions fixées ». Dans les contributions qui sont fixées par les articles ci-après, sont comprises celles nécessaires au financement des engagements de solidarité. Ce financement tient compte des dispositions concernant l'exemption de la taxe sur les contrats d'assurance, comme stipulé dans l'article 21 du présent règlement de prévoyance.

Article 8 - Contributions personnelles

Les contributions personnelles des salariés sont fixées à 1% du salaire, comme défini dans l'article 3.12 du présent règlement de prévoyance.

Article 9 - Contributions patronales

La contribution patronale s'élève à 2% du salaire, comme défini dans l'article 3.12 du présent règlement de prévoyance.

Article 10 - Transfert Fonds Social

Dans l'article 2§1 de l'accord de protocole susmentionné du 19 novembre 2002, il a été convenu qu'une partie des réserves du Fonds Social pour les entreprises du commerce des combustibles sera au fur et à mesure transférée au fonds de pension, plus précisément 1.250.000Euro. Cette somme servira au financement des contributions personnelles et patronales. Comme précisé dans la CCT par laquelle le présent règlement de prévoyance est instauré. Il sera affecté de cette somme de 1.250.000 Euro, pour l'année 2003, 3% du salaire de chaque affilié à ceux-ci.

Article 11 – Modalités

Les contributions personnelles et patronales susmentionnées seront encaissées par l'ONSS et transférées chaque trimestre à l'organisateur. L'organisateur transférera sans délai les contributions personnelles et patronales au fonds de pension.

Les contributions au profit des salariés - pour lesquels au moment de la validation du plan de pension sectoriel il existait déjà une pension complémentaire au moins équivalente, comme décrite dans l'article 4 du présent règlement - seront remboursées par l'organisateur aux employeurs concernés, après retenue de la contribution pour l'engagement de solidarité, laquelle sera versée par l'organisateur à l'a.s.b.l. Fonds de Pension pour le commerce de combustibles.

Etant donné que les contributions pour 2003 seront financées par le Fonds Social (article 10), les contributions personnelles et patronales ne seront que effectivement encaissées à partir de 2004.

DROITS - GARANTIE DE RENDEMENT - RESERVES ACQUISES - PRESTATIONS**Article 12 - Droits - Garantie de rendement****12.1. Contributions patronales**

Après une année d'affiliation au présent règlement de prévoyance, l'affilié a droit à des prestations constituées des contributions patronales. Ces prestations sont égales aux réserves acquises, éventuellement ajustées en tenant compte de la garantie de rendement dont il est référé ci-après.

Après une année d'affiliation il a, au moment de son départ, à sa retraite ou en cas d'arrêt de l'engagement de pension, au moins droit à la partie de ces contributions qui n'a pas été utilisée pour la couverture des frais limités à 5% des contributions patronales et personnelles, capitalisée au taux de référence maximal diminué de 0,5%.

12.2. Contributions personnelles

L'affilié a immédiatement droit aux prestations qui sont composées des contributions personnelles. Ces prestations sont les réserves acquises, éventuellement ajustées en tenant compte de la garantie de rendement dont il est référé ci-après.

L'affilié a, en cas de départ, à la retraite ou arrêt de l'engagement de pension, au moins droit à la partie des contributions personnelles, capitalisée au taux de référence maximal.

12.3. Disposition transitoire en cas de départ, retraite, arrêt de l'engagement de pension dans les 5 ans après l'affiliation.

Le taux de référence maximal pour la capitalisation dont il est référé dans les articles 12.1 et 12.2 sera remplacée par le taux d'indexation conformément aux dispositions de la Loi du 2 août 1971.

12.4. Modification du taux de référence maximal

Au cas où le taux de référence maximal serait modifié, le taux de référence sera appliqué comme suit :

- Jusqu'au moment de la modification, l'ancien taux de référence sera appliqué sur les montants qui ont été versés avant cette modification.
- A partir de la modification, le nouveau taux de référence sera appliqué sur les versements faits avant et après ce moment.

Article 13 - Caractéristiques de la garantie

- Les garanties sont acquises pour l'affilié au moment du départ de l'affilié, au moment de la pension de l'affilié ou au moment de l'arrêt du plan.
- Les garanties ne font pas partie des réserves acquises.
- Au moment du départ, de la mise à la retraite de l'affilié ou au moment de l'arrêt du plan, les garanties doivent être atteintes ; elles ne doivent pas être atteintes chaque année.
- Si les réserves acquises au moment du départ ne couvrent pas le montant garanti, le fonds d'égalisation sera utilisé pour régler le déficit.
- Si le fonds d'égalisation n'est pas suffisant, le déficit sera réglé par l'employeur.

Article 14 - Définition des réserves acquises

Les réserves minimales acquises sont égales aux réserves qui doivent être constituées en vertu des arrêtés d'exécution de la Loi du 9 juillet 1975.

Sous réserve de ce qui est stipulé dans l'article 15, les réserves acquises sont égales à la somme des cotisations des salariés et des cotisations patronales, capitalisées au return annuel du fonds de pension.



Article 15 - Fonds d'égalisation

Le solde du résultat annuel du fonds de pension, après affectation aux réserves, comme prévu dans l'article 14, sera versé dans un fonds d'égalisation. Ce fonds d'égalisation est égal au patrimoine du fonds de pension, diminué des réserves acquises définies dans l'article 14.

Ce fonds d'égalisation sera affecté pour apurer des déficits si les réserves acquises sont insuffisantes pour répondre à la garantie de rendement. Si le fonds d'égalisation montre un solde négatif, les réserves acquises stipulées dans l'article 14 seront réduites proportionnellement à ratio de ce solde négatif.

COMMUNICATION A L'AFFILIE

Article 16 - Fiche de pension

Le fonds de pension remettra annuellement une fiche de pension à tous les affiliés, avec des détails des réserves acquises et des prestations de l'affilié.

La fiche de pension contiendra au moins les données suivantes :

- a) Le montant des réserves acquises, avec le cas échéant mention de la garantie de rendement minimum, et pour les affiliés de plus de 45 ans, le montant de la rente correspondante, sans déduction des impôts.
- b) Les éléments variables dont il est tenu compte pour le calcul du montant des réserves acquises.
- c) Le montant des réserves acquises de l'année précédente.

Il sera mentionné sur la fiche de pension que le texte du règlement de prévoyance peut être obtenu auprès de l'organisateur sur simple demande de l'affilié.

Sur la fiche de pension, le nom de la personne à qui l'affilié doit s'adresser sera également mentionné.

Article 17 - Historique

Le fonds de pension remettra, sur simple demande de l'affilié, un historique des données, reprises sur la fiche de pension annuelle.

SOLIDARITE

Article 18 - Engagement de solidarité

Le plan de pension sectoriel pour le commerce de combustibles est un plan de secteur social, lequel prévoit un engagement de solidarité.

Dans ce cadre, il est référé à la Loi sur les pensions complémentaires (article 43), dans laquelle il est stipulé que le Roi doit encore préciser d'une part, les prestations de solidarité qui entrent en ligne de compte et d'autre part, la solidarité minimale à laquelle il doit être répondu afin de répondre à l'exigence de solidarité.

Après décision du Roi à ce sujet, une annexe sera attachée au présent règlement de prévoyance, avec les mesures qui seront prises dans le cadre de l'engagement de solidarité. Cette annexe, qui est le règlement de solidarité, fera intégralement partie du présent règlement de prévoyance.

Article 19 - Obligation de fournir des renseignements

L'engagement de solidarité sera régi par le règlement de solidarité, dont il est référé ci-dessus et dont le texte sera procuré par l'organisateur sur simple demande de l'affilié.

Article 20 - Fonds de pension

L'exécution de l'engagement de solidarité est confiée au fonds de pension.

Le résultat du fonds de pension est réparti entre les affiliés proportionnellement à leurs réserves et les frais seront limités selon les règles encore à déterminer par Arrêté Royal.

Article 21 - Exemption de la taxe

Le plan de pension sectoriel répondra ainsi aux conditions mentionnées dans l'article 10 de la Loi relative aux pensions complémentaires (qui insérera un 4^obis dans l'article 176² du Code des taxes assimilées aux timbres) de sorte que l'exemption de la taxe annuelle sur les contrats d'assurances puisse être obtenue.

RETRAITE

Article 22

L'affilié a droit au paiement de ses prestations acquises à la date de pension effective ou normale.

4

DECES

Article 23

En cas de décès de l'affilié, les bénéficiaires, comme indiqué ci-après, ont droit au paiement des prestations acquises.

Dans le présent règlement, il y a lieu de considérer le moment du décès comme le moment du départ pour définir les prestations acquises.

Article 24 - Ordre des bénéficiaires

Le paiement des prestations en cas de décès se fait dans l'ordre de priorité ci-après :

- a) l'époux/l'épouse, ni judiciairement séparé de corps, ni en instance judiciaire pour séparation de corps ou divorce ;
- b) à défaut, les enfants ou, en cas de représentation, les descendants de ces derniers ;
- c) à défaut, le(s) bénéficiaire(s) désigné(s) par l'affilié ;
- d) à défaut, les parent(e)s en ligne ascendante ;
- e) à défaut, les héritiers légaux de l'affilié à l'exclusion de l'Etat ;
- f) à défaut, le fonds de pension comme défini dans l'article 3.5.

A la demande de l'affilié il peut être accepté, avec l'accord de l'employeur, de déroger à cet ordre des bénéficiaires.

CONVERSION EN RENTE CONTRE VERSEMENT AVEC RENONCIATION DE CAPITAL

Article 25

L'affilié, ou en cas de décès ses bénéficiaires, a (ont) droit de demander la transformation des prestations en rente.

Le calcul de la conversion du capital en rente se fera conformément aux dispositions déterminées par le Roi.

L'organisateur informe l'affilié à propos de ce droit de conversion, et ceci deux mois avant la mise en pension ou dans les deux semaines après qu'il a été mis au courant de la pension anticipée.

En cas de décès de l'affilié, l'organisateur informera les bénéficiaires de l'affilié de ce droit de conversion, et ceci dans les deux semaines après que l'organisateur a été mis au courant du décès de l'affilié.

4

Article 26 - Règles d'actualisation

Les règles d'actualisation qui sont appliquées pour la conversion sont :

- taux d'intérêt technique : taux de référence maximal, réduit de 0,5% ;
- tables de mortalité : MR/FR.

DEPART

Article 27

Par départ, il est entendu la circonstance dans laquelle l'affilié quitte le champ d'application de la CCT par laquelle le présent règlement de prévoyance a été instauré.

Article 28 - Transfert des réserves

Le transfert des réserves à un autre fonds de pension dans le cadre d'un départ, comme spécifié dans l'article 27, est permis.

Article 29

Au moment du départ, aucune indemnité ni perte de participations aux bénéfices ne seront mises à charge de l'affilié, ni être déduites des réserves acquises.

Article 30

Après le départ du salarié, l'organisateur en informera au plus tard dans les 30 jours le fonds de pension par écrit.

Le fonds de pension communiquera par écrit, au plus tard dans les 30 jours après cette communication, le montant des prestations acquises à l'organisateur, qui en informera immédiatement l'affilié.

Article 31 - Options de choix

L'affilié a, en cas de départ, les possibilités suivantes :

- a) transférer les prestations acquises au fonds de pension soit du nouvel employeur avec lequel il a passé un contrat de travail (au cas où il est affilié à l'engagement de pension de cet employeur),

soit de la nouvelle personne juridique⁶ - composée paritairement - duquel ressortit l'employeur avec lequel il a passé un contrat de travail, et ceci au cas où il sera affilié à l'engagement de pension de cette personne juridique ;

- b) transférer les prestations acquises à une institution de pension qui répartit le bénéfice total entre les affiliés proportionnellement à leurs réserves, et qui limite les frais selon les règles déterminées par le Roi ;
- c) laisser les prestations acquises auprès du fonds de pension. Dans ce cas, la garantie de rendement dont il est référé dans les articles 12 et 13 n'est plus valable à partir du départ⁷.

Au cas où l'affilié opterait pour l'option précisée sous a), le nouvel organisateur et le fonds de pension du nouvel organisateur devront accepter les réserves transférées sans frais.

Article 32 - Communication de choix

L'affilié communiquera son choix à l'organisateur dans les 30 jours après la communication par le fonds de pension du montant des prestations acquises, comme précisé dans le présent règlement. Il s'adressera à la personne mentionnée sur la dernière fiche de pension reçue.

Au cas où l'affilié ne communique pas son choix dans le délai susmentionné de 30 jours, il est supposé avoir opté pour laisser ses prestations acquises auprès du fonds de pension.

CHANGEMENT FONDS DE PENSION

Article 33 - Changement du fonds de pension

L'organisateur informera l'affilié au sujet de chaque changement de fonds de pension.

L'organisateur doit également le renseigner à l'Office de Contrôle des Assurances.

RESERVES INSUFFISANTES DU FONDS DE PENSION

Article 34

Au cas où l'équilibre du fonds de pension est rompu, c'est-à-dire lorsque les avoirs du fonds de pension seraient insuffisants pour assurer l'exécution de tous les engagements envers les bénéficiaires du fonds de pension, le fonds soumettra à l'Office de Contrôle des Assurances un plan de redressement à court terme. Si toutefois le plan de redressement n'atteint pas les résultats désirés ou si on constate qu'il est impossible de rétablir la situation, le fonds de pension sera dissout et ceci conformément aux dispositions du présent règlement.

⁶ Il s'agit d'une personne juridique comme précisé en article 3 §1,5° de la Loi relative aux pensions complémentaires

⁷ Dans ce cas, la garantie de rendement sera déterminée conformément aux dispositions légales à ce sujet

L'équilibre est entre autre rompu au cas où les avoirs du fonds de pension seraient insuffisants pour couvrir les réserves minimales, égales aux contributions personnelles capitalisées au taux de référence maximal comme stipulé dans les arrêtés d'exécution de la Loi du 9 juillet 1975.

Dans l'esprit de la réglementation concernant le contrôle des institutions de prévoyance privées, les obligations conclues dans le présent règlement de prévoyance constituent pour le fonds de pension sont des engagements de moyens.

RESILIATION DU PRESENT REGLEMENT DE PREVOYANCE

Article 35

En cas de résiliation du présent règlement de prévoyance, le fonds de pension sera dissout; les règles pour la détermination des réserves acquises sont définies dans le présent règlement.

DISSOLUTION DU FONDS DE PENSION

Article 36

Si le fonds de pension sera dissout, le liquidateur est tenu de transférer les avoirs disponibles une institution de prévoyance, ayant un but similaire.

Sur proposition du liquidateur, l'Assemblée Générale, après avoir répondu aux conditions de présence et d'approbation exigées comme prévu dans les statuts de l'a.s.b.l., décidera de la destination des avoirs.

Cette destination peut être réalisée :

- soit par transfert des avoirs disponibles à une ou plusieurs institutions de prévoyance privées, qui reprendraient tous les engagements envers les bénéficiaires du fonds de pension et qui seraient autorisées à le faire en vertu de la réglementation existante ;
- soit par liquidation des avoirs, comme précisé ci-après.

Les avoirs disponibles servent en premier lieu pour liquider la valeur actuelle des engagements en cours et de la valeur actuelle des prestations, constituées par les contributions des affiliés payées avant la liquidation.

Les valeurs actuelles sont calculées conformément au dossier technique déposé à l'Office de Contrôle des Assurances.

Si les avoirs de l'a.s.b.l. sont insuffisants pour liquider les valeurs actuelles mentionnées, elles seront réparties entre les bénéficiaires au prorata de ces valeurs actuelles.

Le cas échéant, les avoirs restants après la liquidation susmentionnée, serviront pour liquider la valeur actuelle des engagements en cours et de la valeur actuelle des prestations, constituées par les contributions patronales payées avant la liquidation.

Les valeurs actuelles sont calculées conformément au dossier technique déposé à l'Office de Contrôle des Assurances.

Des avoirs éventuellement restants après la répartition comme spécifiée ci-dessus, seront liquidés entre tous les bénéficiaires au prorata des valeurs actuelles comme spécifiées ci-dessus.

La répartition des avoirs de l'a.s.b.l. ne peut être faite selon une règle qui favorise quelque catégorie de bénéficiaires.

ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT DE PREVOYANCE

Article 37

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

NEERLEGGING-DÉPÔT 22-07-2003	REGISTR.-ENREGISTR. 15-08-2003	NR. N°	67731 / 01 / 127
---------------------------------	-----------------------------------	-----------	------------------

9

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE INVOERING VAN EEN SOCIAAL SECTORPLAN

VOORAFGAANDELIJKE UITEENZETTING

Het Paritair Comité n°127 voor de handel in brandstoffen en het Paritair Subcomité n° 127.2 voor de handel in brandstoffen in Oost-Vlaanderen, hebben op 19 november 2002 een Protocolakkoord afgesloten aangaande de oprichting van een sectorale pensioeninstelling. De invoering van de sectorale pensioeninstelling werd toen geïnspireerd op het Ontwerp van Wet betreffende de aanvullende pensioenen (de Wet Vandenbroucke).¹

In navolging van dit Protocolakkoord werden een aantal voorbereidingen gestart, om binnen de sector van de brandstofhandelaars een sociaal sectorpensioenplan in te voeren. Deze voorbereidingen werden getroffen, in afwachting van de definitieve goedkeuring van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen. O.a. werd een tekst van voorzorgsreglement uitgewerkt voor het sociaal sectorplan voor de werkgevers en werknemers die ressorteren onder voornoemd Paritair (Sub)Comité.

Vermits op 28 april 2003 de Wet betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (hierna genoemd "Wet op de aanvullende pensioenen") werd goedgekeurd², wensende ondertekenende leden van het Paritair Comité n°127 en het Paritair Subcomité n°127.2 onderhavige Collectieve Arbeidsovereenkomst af te sluiten, teneinde de invoering van het sociaal sectorpensioenplan (met o.a. het voorzorgsreglement) goed te keuren.

ARTIKEL 1 - TOEPASSINGSGBIED

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité n°127 voor de handel in brandstoffen en het Paritair Subcomité n° 127.2 voor de handel in brandstoffen in Oost-Vlaanderen.

ARTIKEL 2 - SOCIAAL SECTORPENSIOENPLAN

In het kader van bovenvermelde Wet van 28 april 2003 beslissen ondertekenende partijen om een sectoraal pensioenplan in te voeren. Zoals reeds toegelicht in de voorafgaandelijke uiteenzetting bij onderhavige Collectieve Arbeidsovereenkomst hebben de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties van het Paritair Comité voor de handel in brandstoffen en van het Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen in Oost-Vlaanderen hiertoe al eerder beslist en in dit kader reeds een Protocolakkoord afgesloten op 19 november 2002.

¹ Dit ontwerp van wet werd ondertussen goedgekeurd en is geworden de Wet van 28 april 2003 (cfr. infra).

² Gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 15 mei 2003.

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst wordt in het bijzonder afgesloten in het kader van artikel 10§2 van de Wet op de aanvullende pensioenen van 28 april 2003; het betreft immers in het bijzonder een sociaal sectorpensioenplan. Dit sociaal pensioenplan geniet van het bijzonder statuut, vastgesteld in artikel 176²,4^obis van het Wetboek van met zegel gelijkgestelde taksen en in artikel 10 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, vermits het aan de volgende wettelijke voorwaarden voldoet:

- 1) De pensioentoezegging geldt voor alle werknemers.
- 2) Er is een solidariteitstoezegging verbonden aan de pensioentoezegging.
- 3) Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst wordt afgesloten voor onbepaalde duuren de Koning zal verzocht worden deze Collectieve Arbeidsovereenkomst algemeen verbindend te verklaren.

ARTIKEL 3 – INRICHTER

De inrichter van het sociaal sectorpensioenplan is het Sociaal Fonds voor de ondernemingen van handel in brandstoffen, opgericht op 1 april 1974.³

ARTIKEL 4 - PENSIOENINSTELLING

De pensioeninstelling, belast met de uitvoering van de pensioentoezegging is de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen, opgericht op 25 februari 2003, waarvan de statuten gepubliceerd werden in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad dd. 13 juni 2003.

Er is geen mogelijkheid voorzien van opting out.

Echter wordt wel de mogelijkheid geboden aan de werkgevers en werknemers die onder voornoemd Paritair (Sub)Comité ressorteren en waarvoor bij de bekrachtiging van onderhavige Collectieve Arbeidsovereenkomst reeds voorzien werd in een minstens evenwaardig aanvullend pensioen⁴, dit laatste te behouden. Deze vorige pensioentoezegging kan echter alleen maar blijven bestaan op voorwaarde dat voor deze werknemers wel de solidariteitsbijdrage (zijnde de 4,4% zoals is bepaald tot het bekomen van de vrijstelling van taks op verzekeringscontracten) wordt gestort in het solidariteitsfonds, zoals hieronder (artikel 8) vermeld.

Het solidariteitsfonds zal beheerd worden door de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen.

ARTIKEL 5 - PENSIOENREGLEMENT

Het pensioenreglement met betrekking tot het sociaal sectorpensioenplan voor de werkgevers en werknemers die ressorteren onder Paritair Comité 127 voor de handel in brandstoffen en het Paritair Subcomité 127.2 voor de handel in brandstoffen in Oost-Vlaanderen, gevoegd als bijlage 1 ("Voorzorgsreglement voor het sociaal sectorplan voor de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de handel in brandstoffen) bij deze Collectieve Arbeidsovereenkomst, wordt door ondertekenende partijen goedgekeurd.

³ Momenteel met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Léon Lepagestraat 4.

⁴ als dit voorzien in onderhavige Collectieve Arbeidsovereenkomst

ARTIKEL 6 - REGELS INZAKE BEHEER

Het beheer van de toezegging wordt door de ondertekenende partijen toevertrouwd aan voornoemde VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen. Deze VZW gaat in dit kader een middelenverbintenis aan.

De VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen zal de toezegging beheren als een "bonus pater familias". Te dien einde zal de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen er zorg voor dragen dat de waarborgen die ingevolge de wetgeving op de aanvullende pensioenen gegeven moeten worden, maximaal gevrijwaard worden door deze waarborgen te laten dekkend door verzekeringsovereenkomsten met erkende verzekeraars.

ARTIKEL 7 - SOLIDARITEIT

Aan het pensioenstelsel is een solidariteitstoezegging verbonden. In dit kader komen partijen overeen om de inhoud van het solidariteitsreglement, de solidariteitstoezegging en de financiering ervan, uit te werken in een aparté Collectieve Arbeidsovereenkomst, van zodra de Koninklijke Besluiten, zoals vermeld in artikel 45§1 van de Wet op de aanvullende pensioenen, van kracht zijn.

Partijen benadrukken dat het voor de werkgevers niet mogelijk zal zijn om de solidariteitstoezegging zelf te regelen.

De rechtspersoon belast met de uitvoering van de solidariteitstoezegging is de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen, voornoemd.

ARTIKEL 8 - SOLIDARITEITSTOEZEGGING

Partijen beslissen om 4,215%⁵ van de bijdragen gestort in het kader van het sociaal sectoraal pensioenplan aan te wenden ter financiering van de solidariteitstoezegging die deel uitmaakt van het sectoraal pensioenplan.

Deze bijdrage zal gebruikt worden om een aantal solidariteitsprestaties te financieren teneinde een pensioentoezegging te kunnen opbouwen gedurende bepaalde periodes van inactiviteit en teneinde in bepaalde gevallen te kunnen voorzien in een vergoeding van inkomstenverlies.

Zoals reeds vermeld in artikel 7 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst komen partijen overeen om de solidariteitstoezegging verder uit te werken en te regelen, van zodra de Koninklijke Besluiten vermeld in artikel 45§1 van de Wet op de aanvullende pensioenen, van kracht zijn.

ARTIKEL 9 - UITTREDING

De inrichter zal de VZW pensioenfonds voor de handel in brandstoffen schriftelijk op de hoogte brengen ingeval van uittreding van een aangeslotene. Deze kennisgeving zal in principe viermaal per jaar gebeuren, nl. in januari, april, juli en oktober.

Hierbij komen partijen echter uitdrukkelijk overeen dat, op basis van artikel 31 §2, tweede lid van de Wet op de aanvullende pensioenen, de kennisgeving later kan gebeuren, maar uiterlijk binnen het jaar nadat de inrichter op de hoogte werd gebracht van de uittreding van de aangeslotene.

⁵ zijnde 100 – 100
1,044

De VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen zal uiterlijk 30 dagen na voornoemde kennisgeving schriftelijk aan de aangeslotene het volgende meedelen:

- het bedrag van de verworven reserves, desgevallend aangevuld tot de minimumbedragen gewaarborgd in artikel 24 van de Wet op de aanvullende pensioenen;
- het bedrag van de verworven prestaties;
- één van volgende keuzemogelijkheden waarover de aangeslotene beschikt:
 - 1) de verworven prestaties over te dragen naar de pensioeninstelling van ofwel de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten (indien hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van die werkgever) ofwel de nieuwe rechtspersoon⁶ - paritair samengesteld - waaronder de werkgever ressorteert met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten, en dit indien hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van die rechtspersoon;
 - 2) de verworven prestaties over te dragen naar een pensioeninstelling die de totale winst onder de aangeslotenen in verhouding tot hun reserves verdeelt en de kosten beperkt volgens de regels vastgesteld door de Koning;
 - 3) de verworven prestaties bij de pensioeninstelling te laten⁷.

De aangeslotene dient binnen de 30 dagen na deze kennisgeving de pensioeninstelling op de hoogte te brengen van zijn keuze; bij gebreke hiervan wordt de aangeslotene verondersteld te hebben gekozen voor de laatste keuzemogelijkheid (nummer 3).

De pensioeninstelling dient ervoor te zorgen dat de keuze van de aangeslotenen binnen de 30 dagen wordt gerealiseerd.

ARTIKEL 10 – TOETREDING

Indien de aangeslotene bij toetreding zijn verworven reserves met betrekking tot een vroegere loopbaan wenst over te dragen naar het sectoraal pensioenfonds voor de handel in brandstoffen in overeenstemming met de Wet op de aanvullende pensioenen, zullen deze reserves bij deze pensioeninstelling afzonderlijk beheerd worden. Voor deze reserves wordt een interestwaarborg voorzien conform de wettelijke bepalingen ter zake.

ARTIKEL 11 - INNINGSMODALITEITEN

Zoals overeengekomen in het Protocolakkoord van 19 november 2002, wordt in de loop van 2003, Euro 1.250.000 van de reserves van het Sociaal Fonds voor de ondernemingen van de handel in brandstoffen overgedragen naar de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen. Deze som dient ter financiering van de persoonlijke en patronale bijdragen voor de aangeslotenen. Uit deze som zal voor elke aangeslotene voor het jaar 2003, 3% van het loon zoals gedefinieerd in het voorzorgsreglement, toegewezen worden.

Vanaf 1 januari 2004 zal de pensioeninstelling effectief bijdragen innen:

- werknemersbijdragen: 1 % van het loon, zoals omschreven in het voorzorgsreglement;
- werkgeversbijdragen: 2% van het loon zoals omschreven in het voorzorgsreglement.

⁶ Het betreft een rechtspersoon zoals omschreven in artikel 3§ 1,5° van de Wet op de aanvullende pensioenen.

⁷ In dat geval zal vanaf de uittreding de rendementsgarantie bepaald worden conform de wettelijke bepalingen.

Zoals omschreven in artikel 8 van onderhavige Collectieve Arbeidsovereenkomst zal 4,215% van deze werkgevers- en werknemersbijdragen aangewend worden voor de financiering van de solidariteitstoezegging.

Voornoemde werknemers- en werkgeversbijdragen worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnd en driemaandelijkse overgemaakt aan de inrichter. De inrichter zal de ontvangen werknemers- en werkgeversbijdragen onverwijld doorstorten aan de pensioeninstelling. De bijdragen voor de werknemers - waarvoor op het ogenblik van de bekrachtiging van het sector pensioenplan reeds voorzien werd in een minstens evenwaardig aanvullend pensioen en waarvan de uitvoering niet door de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen gebeurt, zoals omschreven in artikel 4 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst - zullen door de inrichter aan de betrokken werkgevers teruggestort worden, mits afhouding van de bijdrage voor de solidariteitstoezegging, die door de inrichter aan de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen wordt doorgestort.

ARTIKEL 12 – OVERGANGSBEPALING

Partijen zijn zich ervan bewust dat de huidige regelgeving aangaande de invoering van een sociaal sectorplan nog aangevuld en gewijzigd zal worden.

Bijgevolg kennen partijen uitdrukkelijk aan de inrichter de bevoegdheid toe om het voorzorgsreglement voor het sociaal sectorpensioenplan voor de werkgevers en werknemers die ressorteren onder Paritair (Sub)Comité voor de handel in brandstoffen te wijzigen op basis van nieuwe regelgeving, de Koninklijke Besluiten die terzake nog van kracht dienen te worden, en op verzoek van de Controledienst voor de Verzekeringen. Daarnaast kan de inrichter voornoemd voorzorgsreglement aanpassen op basis van de praktische noodwendigheden zoals o.a. praktische regeling van de inningsprocedure en de data-base.

ARTIKEL 13 - INWERKINGTREDINGEN OPZEGGINGSMODALITEITEN

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en wordt afgesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden beëindigd mits opzegging van zes maanden en wordt betekend per aangetekend schrijven gericht aan de Voorzitter van het Paritair (Sub)Comité.

Voorafgaandelijk aan de opzegging van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst moet het Paritair (Sub)Comité de beslissing nemen om het sectoraal pensioenstelsel op te zeggen. Deze beslissing tot opheffing is enkel geldig wanneer zij wordt genomen in overeenstemming met artikel 10§1,3° van de Wet op de aanvullende pensioenen.

***Voorzorgsreglement voor het
sociaal sectorplan voor de
werkgevers en werknemers
die ressorteren onder het
Paritair Comité voor de
handel in brandstoffen***

INHOUDSTAFEL

Historiek	1
Toepassingsgebied	1
Begripsomschrijving	2
Uitvoering pensioentoezegging	3
Transparantie	5
Bijdragen	5
Aanspraak - Rendementsgarantie - Verworven reserves - Prestaties	6
Communicatie naar de aangeslotene	8
Solidariteit	8
Pensionering	9
Overlijden	9
Omzetting in rente tegen storting met afstand van kapitaal	10
Uittreding	10
Wijziging pensioeninstelling	12
Ontoereikende reserves van de pensioeninstelling	12
Opheffing van onderhavig voorzorgsreglement	12
Ontbinding van de pensioeninstelling	13
Van kracht worden van het voorzorgsreglement	14

**VOORZORGSREGLEMENT uitgevoerd door de VZW Pensioenfonds voor de handel
in Brandstoffen**

HISTORIEK

Artikel 1

Het Paritair Comité n°127 voor de handel in brandstoffen en het Paritair Subcomité n° 127.2 voor de handel in brandstoffen in Oost-Vlaanderen, heeft op 19 november 2002 een Protocolakkoord afgesloten aangaande de oprichting van een sectorale pensioeninstelling. De invoering van de sectorale pensioeninstelling werd geïnspireerd op het Ontwerp van Wet betreffende de aanvullende pensioenen (de Wet Vandenbroucke).

Artikel 3 van voornoemd Protocolakkoord bepaalt dat de uitvoeringsmodaliteiten van de sectorale pensioeninstelling vastgesteld zullen worden door de raad van beheer van het Sociaal Fonds.

Op 25 februari 2003 werd in het kader van de voorbereidingen aangaande de invoering van een sociaal sectorpensioenplan, de VZW Pensioenfonds voor de handel in Brandstoffen opgericht, waarvan de raad van bestuur samengesteld is uit de leden van de raad van bestuur van het Sociaal Fonds. Deze VZW zal optreden als uitvoerder van het sectoraal pensioenplan en heeft o.a. de opdracht om de toepassingsmodaliteiten en uitvoering van het sectoraal pensioenplan uit te werken.

Vermits op 28 april 2003 de Wet betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid¹ werd goedgekeurd, kunnen de leden van het Paritair Comité n°127 en van het Paritair Subcomité n° 127.2 de invoering van het sociaal sectorpensioenplan goedkeuren en verder regelen.

TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 2

Onderhavig règlement is van toepassing op alle werkgevers en werknemers die ressorteren onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité n° 127 en het Paritair Subcomité n° 127.2.

Werknemers die onder het toepassingsgebied van dit règlement vallen zullen, onverminderd andersluidende bepaling automatisch aangesloten worden bij onderhavig règlement van zodra zij de leeftijd van 18 jaar, zijnde vanaf het begin van de maand van zijn of haar verjaardag, bereiken.

¹ De Wet op de aanvullende pensioenen of kortde "WAP".

BEGRIPSOMSCHRIJVING

Artikel 3

- 3.1. Onder aangeslotene wordt iedere werknemer verstaan die voldoet aan artikel 2 van onderhavig reglement.
- 3.2. **Pensioentoezegging:** de toezegging van een aanvullend pensioen door de inrichter aan de aangeslotenen en/of hun rechthebbenden.
- 3.3. **Inrichter:** het Sociaal Fonds voor de ondernemingen van de handel in brandstoffen.
- 3.4. **Toezegging van het type vaste bijdragen:** de verbintenis tot het betalen aan de pensioeninstelling van vooraf vastgestelde bijdragen tot financiering van de toezegging.
- 3.5. **Pensioeninstelling:** de VZW Pensioenfonds voor de handel in brandstoffen die wordt belast met de uitvoering van de pensioentoezegging.
- 3.6. **Solidariteitstoezegging:** de toezegging van solidariteitsprestaties door de inrichter aan de aangeslotenen en/of hun rechthebbenden.
- 3.7. **Solidariteitsreglement:** het reglement waarin de rechten en de verplichtingen van de inrichter, van de werkgever en van de aangeslotenen, de aansluitingsvoorwaarden en de regels inzake de uitvoering van de Solidariteitstoezegging worden bepaald.
- 3.8. Wet van 9 juli 1975: de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.
- 3.9. **Controledienst voor de Verzekeringen:** de openbare instelling opgericht bij artikel 29 van de wet van 9 juli 1975.
- 3.10. **De normale pensioendatum** is de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.
- 3.11. **De effectieve pensioendatum** is de eerste dag van de maand die volgt op de beëindiging van de actieve dienst van de aangeslotene en waarop de aangeslotene effectief met pensioen gaat vóór de normale pensioendatum.
- 3.12. Onder het **loon** van de aangeslotene wordt verstaan het uursalaris vermenigvuldigd met het aantal gewerkte uren op maandbasis, inclusief de premies die ingevolge CAO worden toegekend met betrekking tot de maand.
- 3.13. **Het aansluitingsjaar** is het jaar waarin de aangeslotene werd aangesloten bij onderhavig voorzorgsreglement.
- 3.14. **De jaarlijkse return** van de pensioeninstelling is gelijk aan het nettorendement van de activa van de pensioeninstelling verschaft door de inkomsten van het jaar, te weten de intresten en dividenden, de gerealiseerde minder- en meerwaarden, na aftrek van alle beheerskosten en alle belastingen van het jaar.

De jaarlijkse return wordt vastgesteld per 31 december van het jaar.

Indien een aangeslotene vertrekt in de loop van het jaar omwille van pensionering of opzegging van het arbeidscontract, of in geval van overlijden, zal de return voor dat lopende jaar vastgesteld worden als het rekenkundige gemiddelde van de jaarlijkse returns van de pensioeninstelling, te rekenen vanaf het aansluitingsjaar van de aangeslotene.

- 3.15. De **verworven prestaties** van het luikpensioen zijn de voorzorgsverplichtingen op ieder moment ten aanzien van de aangeslotene. Deze zijn gelijk aan de verworven reserves zoals bepaald in artikel 14, eventueel verhoogd omte voldoen aan de rendementsgarantie zoals bepaald in artikel 12.
- 3.16. De **actieven** zijn de aangeslotenen die nog werkzaamheden verrichten in het kader van een arbeidsovereenkomst.
- 3.17. De **rentetrekkers** zijn de begunstigden van een lopende rente die geopteerd hebben voor een omzetting van pensioenkapitaal in een rente, conform onderhavig reglement.
- 3.18. De **uitdienstgetreden**en zijn werknemers die niet meer ressorteren onder PC 127 en SubPC 127.2 die nog verworven rechten kunnen laten gelden bij pensionering of overlijden.
- 3.19. De **Wet van 2 augustus 1971** is de Wet houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.
- 3.20. De maximale referentievoet is de referentievoet voor verzekeringsverrichtingen van lange duur die vastgesteld is in de uitvoeringsbesluiten van de Wet van 9 juli 1975.

UITVOERING PENSIOENTOEZEGGING

Artikel 4 - VZW Pensioenfonds voor de handei in Brandstoffen

De Pensioeninstelling heeft tot doel de voorzorgsactiviteit te organiseren voor de werknemers van de leden die ressorteren onder de toepassing van het Paritair Comité voor de handei in brandstoffen en het Paritair Sub-comité voor de handei in brandstoffen voor Oost-Vlaanderen. In functie van deze voorzorgsactiviteit zal de pensioeninstelling:

- a) Een voorzorgsinstelling inrichten uitsluitend ten gunste van de werknemers en oud-werknemers van de leden² en van hun rechthebbenden.
- b) De bezittingen waarover zij zal beschikken te beheren, en daartoe alle daden van beschikking, van bestuur en van beheer te stellen, inbegrepen de beleggingswijzen om haar bezittingen te doen renderen.
- c) Voor rekening van elk van de leden, de betaling van de toezeggingen te verzekeren ter uitvoering van het Voorzorgsreglement, binnen de perken van de tot haar ter beschikking gestelde middelen.

² die ressorteren onder de toepassing van het Paritair Comité n°127 voor de handei in brandstoffen en het Paritair Sub-comité n° 127.2 voor de handei in brandstoffen voor Oost-Vlaanderen.

De tussenkomsten en diensten van de pensioeninstelling, gebeuren op de manier, volgens de kenmerken en mogelijkheden zoals bepaald in onderhavig voorzorgsreglement.

De inkomsten van de pensioeninstelling omvatten:

- 1) De toelagen (patronaal + persoonlijk) die gestort zullen worden zoals geregeld in het voorzorgsreglement.
- 2) De overgedragen reserves van andere voorzorgsinstellingen, verzekeringsondernemingen en sociale fondsen.
- 3) De inkomsten van de bezittingen van de vereniging.
- 4) De gebeurlijke schenkingen en legaten.
- 5) De diverse ontvangsten.

Het geheel van deze inkomsten wordt bestemd voor de diverse verbintenissen van de pensioeninstelling.

Er is geen mogelijkheid tot opting out.

Aan de werkgevers en werknemers die onder voornoemd Paritair (Sub)Comité ressorteren en waarvoor bij de bekrachtiging van de Collectieve Arbeidsovereenkomst die het sociaal sectorplan invoert reeds voorzien werd in een minstens evenwaardig aanvullend pensioen³, wordt de mogelijkheid geboden dit laatste te behouden. Deze vorige pensioentoezegging kan éditteer alleen maar blijven bestaan op voorwaarde dat voor deze werknemers welke solidariteitsbijdrage (zijnde de 4,4% zoals is bepaald tot het bekomen van de vrijstelling van taks op verzekeringscontracten) wordt gestort in het solidariteitsfonds, zoals hieronder (artikel 21) vermeld.

De pensioeninstelling wordt bestuurd door de raad van bestuur die paritair is samengesteld uit enerzijds mandatarissen die de werkgevers⁴ vertegenwoordigen en uit anderzijds mandatarissen die het personeel of oud-personeel van de werkgevers⁵ vertegenwoordigen.

Artikel 5 - Informatieplicht

De tekst van onderhavig voorzorgsreglement wordt op eenvoudig verzoek van de aangeslotene door de inrichter aan de aangeslotene verstrekt.

³ als dit voorzien in onderhavige Collectieve Arbeidsovereenkomst

⁴ die ressorteren onder Paritair Comité n° 127 voor de handel in brandstoffen en het Paritair Subcomité n° 127.2 voor de handel in brandstoffen in Oost-Vlaanderen.

⁵ die ressorteren onder Paritair Comité n° 127 voor de handel in brandstoffen en het Paritair Subcomité n° 127.2 voor de handel in brandstoffen in Oost-Vlaanderen.

TRANSPARANTIE

Artikel 6 - Jaarlijks verslag

De pensioeninstelling zal jaarlijks een verslag over het beheer van de pensioentoezegging opstellen en ter beschikking stellen van de inrichter. Op eenvoudig verzoek van de aangeslotene, deelt de inrichter dit verslag mee aan de aangeslotene.

Het verslag zal informatie over de volgende elementen bevatten:

- de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- in voorkomend geval de winstdeling.

BIJDRAGEN

Artikel 7

De pensioentoezegging is een toezegging van het type "vaste bijdragen". In de bijdragendie in de volgende artikels zijn vastgesteld is begrepen de financiering van de solidariteitstoezegging. Deze financiering houdt rekening met de vrijstelling van taks op de verzekeringscontracten, zoals omschreven in artikel 21 van onderhavig Voorzorgsreglement.

Artikel 8 - Persoonlijke bijdragen

De persoonlijke bijdragen van de werknemers worden vastgesteld op 1% van het loon, zoals omschreven in artikel 3.12 van onderhavig Voorzorgsreglement.

Artikel 9 - Werkgeversbijdragen

De werkgeversbijdrage bedraagt 2% van het loon, zoals omschreven in artikel 3.12 van onderhavig Voorzorgsreglement.

Artikel 10 - Overdracht Sociaal Fonds

In artikel 2 §1 van voornoemd Protocolakkoord d.d. 19 november 2002 werd overeengekomen dat een gedeelte van de reserves van het Sociaal Fonds voor de ondernemingen van de handel in brandstoffen geleidelijk wordt overgedragen naar de pensioeninstelling, meer bepaald Euro 1.250.000. Deze som zal dienen ter financiering van de werknemers- en Werkgeversbijdragen. Zoals in de Collectieve Arbeidsovereenkomst die onderhavig Voorzorgsreglement bekrachtigt is bepaald, zal uit de som van Euro 1.250.000 voor elke aangeslotene voor het jaar 2003, 3% van het loon toegewezen worden.

Artikel 11 - Modaliteiten

Voomoemde werknemers- en werkgeversbijdragen worden op de door de wet vastgestelde tijdstippen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnd en driemaandelijks overgemaakt aan de inrichter. De inrichter zal de ontvangen werknemers- en werkgeversbijdragen onverwijld doorstorten aan de pensioeninstelling. De bijdragen voor de werknemers - waarvoor op het ogenblik van de bekrachtiging van het sector pensioenplan reeds voorzien werd in een minstens evenwaardig aanvullend pensioen, zoals omschreven in artikel 4 van onderhavig règlement - zullen door de inrichter aan de betrokken werkgevers teruggestort worden, mits afhouding van de bijdrage voor de solidariteitstoezegging, die door de inrichter aan de VZW Pensioenfondsen voor de handel in brandstoffen wordt doorgestort.

Vermits de bijdragen voor 2003 gefinancierd zullen worden door het Sociaal Fonds, zoals bepaald in artikel 10 van onderhavig règlement, zullen de bijdragen van de werknemers en de werkgevers pas vanaf 2004 rechtstreeks geïnd worden.

AANSPRAAK - RENDEMENTSGARANTIE - VERWORVEN RESERVES - PRESTATEES

Artikel 12 - Aanspraak - Rendementsgarantie

12.1. Werkgeversbijdragen

De aangeslotene heeft na één jaar aansluiting aan het onderhavig Voorzorgsreglement aanspraak op prestaties, die zijn samengesteld uit de werkgeversbijdragen. Deze prestaties zijn gelijk aan de verworven reserves, eventueel aangepast rekeninghoudend met de rendementsgarantie waarvan sprake hierna.

Hij heeft na één jaar aansluiting bij zijn uittreding, pensionering of bij opheffing van de pensioentoezegging minstens recht op het gedeelte van deze bijdrage dat niet gebruikt wordt voor de dekking van de kosten beperkt tot 5 % van de werkgevers- en persoonlijke bijdragen, gekapitaliseerd tegen de maximale referentievoet verminderd met 0,5%.

12.2. Persoonlijke bijdragen

De aangeslotene heeft onmiddellijk aanspraak op prestaties die zijn samengesteld uit persoonlijke bijdragen. Deze prestaties zijn de verworven reserves, eventueel aangepast rekening houdend met de rendementsgarantie waarvan sprake hierna.

De aangeslotene heeft bij zijn uittreding, pensionering of bij opheffing van de pensioentoezegging minstens recht op het gedeelte van de persoonlijke bijdragen, gekapitaliseerd tegen de maximale referentievoet.

12.3. Overgangsbepaling in geval van uittreding, pensionering, opheffing van pensioentoezegging binnen de 5 jaar na de aansluiting

De maximale referentievoet voor de kapitalisatie waarvan sprake in artikel 12.1 en 12.2 zal vervangen worden door de indexatievoet overeenkomstig de bepalingen van de Wet van 2 augustus 1971.

12.4. Wijziging van maximale referentievoet

Indien de maximale referentievoet gewijzigd zou worden, wordt de referentievoet als volgt toegepast:

- Tot op het ogenblik van de wijziging wordt de oude referentievoet toegepast op de bijdragen die werden gestort vóór die wijziging.
- Vanaf de wijziging wordt de nieuwe referentievoet toegepast op de stortingen gedaan vóór en na dat ogenblik.

Artikel 13 - Kenmerken van de garantie

- De garanties zijn voor de aangeslotene verworven op het ogenblik van de uittreding van de aangeslotene, de pensionering van de aangeslotene of de stopzetting van het plan.
- De garanties maken geen deel uit van de verworven reserves.
- Op het ogenblik van de uittreding of de pensionering van de aangeslotene, of op het ogenblik van de stopzetting van het plan, dienen de garanties bereikte worden; zij dienen niet elk jaar gehaald te worden.
- Indien de verworven reserves op het ogenblik van de uittreding niet het gegarandeerde bedrag dekken, zal het egalisatiefonds aangewend worden om het tekort aan te zuiveren.
- Indien het egalisatiefonds niet voldoende is, zal de aanzuivering gebeuren door de werkgever.

Artikel 14 - Bepaling van de verworven reserves

De minimale verworven reserves zijn gelijk aan de reserves die krachtens de uitvoeringsbesluiten van de Wet van 9 juli 1975 moeten worden opgebouwd.

Onder voorbehoud van hetgeen bepaald in artikel 15, zijn de verworven reserves gelijk aan de som van de werknemersbijdragen en werkgeversbijdragen, gekapitaliseerd aan de jaarlijkse return van de pensioeninstelling.

Artikel 15 - Egalisatiefonds

Het jaarlijks saldo van het resultaat van de pensioeninstelling, na affectatie aan de reserves, zoals voorzien in artikel 14, wordt in een egalisatiefonds gestort. Dit egalisatiefonds is gelijk aan het vermogen van de pensioeninstelling verminderd met de verworven reserves bepaald in artikel 14.

Dit egalisatiefonds zal aangewend worden om tekorten aan te zuiveren indien de verworven reserves niet voldoende zijn om aan de rendementsgarantie te voldoen. Indien het EF een negatief saldo vertoont, zullen de verworven reserves bepaald in artikel 14 evenredig herleid worden a rato van dit negatief saldo.

COMMUNICATIE NAAR DE AANGESLOTENE

Artikel 16 - Pensioenfiche

De pensioeninstelling zal jaarlijks aan alle aangeslotenen een pensioenfiche bezorgen, met gedetailleerde gegevens over de verworven reserves en prestaties van de aangeslotene.

De pensioenfiche zal minimaal de volgende gegevens bevatten:

- a) Het bedrag van de verworven reserves, in voorkomend geval met vermelding van de minimumrendementsgarantie, en voor de aangeslotenen van meer dan 45 jaar, het bedrag van de daarmee overeenstemmende rente, zonder aftrek van de belastingen.
- b) De variabele elementen waarmee bij de berekening van het bedrag van de verworven reserves wordt rekening gehouden.
- c) Het bedrag van de verworven reserves van het vorige jaar.

Op de pensioenfiche zal vermeld worden dat de tekst van het Voorzorgsreglement op eenvoudig verzoek van de aangeslotene kan bekomen worden bij de inrichter.

Op de pensioenfiche zal eveneens de contactpersoon vermeld worden tot wie de aangeslotene zich moet richten.

Artikel 17 - Historisch overzicht

De pensioeninstelling zal, op eenvoudig verzoek van de aangeslotene, een historisch overzicht bezorgen van de gegevens, zoals opgenomen op de jaarlijkse pensioenfiche.

SOLIDARITEIT

Artikel 18 - Solidariteitstoezegging

Het sectorpensioenplan voor de handelaars in brandstoffen is een sociaal sectorplan, waarbij voorzien wordt in een Solidariteitstoezegging.

In dit kader wordt verwezen naar voornoemd Wet op de aanvullende pensioenen (artikel 43), waarin wordt bepaald dat door de Koning nog nader bepaald dienen te worden enerzijds de solidariteitsprestaties die in aanmerking komen en anderzijds de minimale solidariteit waaraan voldaan moet worden, teneinde te voldoen aan de solidariteitsvereiste.

Na beslissing door de Koning dienaangaande zal aan onderhavig Voorzorgsreglement een bijlage gehecht worden, met de maatregelen die genomen zullen worden in het kader van de Solidariteitstoezegging. Deze bijlage, zijnde het solidariteitsreglement, zal integraal deel uitmaken van onderhavig Voorzorgsreglement.

Artikel 19 - Informatieplicht

De solidariteitstoezegging zal worden beheerst door het solidariteitsreglement, waarvan hiervoor sprake en waarvan de tekst op eenvoudig verzoek aan de aangeslotene door de inrichter wordt verstrekt.

Artikel 20 - Pensioeninstelling

De uitvoering van de solidariteitstoezegging wordt toevertrouwd aan de pensioeninstelling.

Het resultaat van de pensioeninstelling wordt onder de aangeslotenen verdeeld in verhouding tot hun reserves en de kosten worden beperkt volgens de regels nog vast te stellen bij Koninklijk Besluit.

Artikel 21 - Vrijstelling van taks

Het sectorpensioenplan zal aldus voldoen aan de voorwaarden vermeld in artikel 10 van de Wet op de aanvullende pensioenen (dat een 4^obis zal invoegen in artikel 176² van het Wetboek der met het Zegel gelijkgestelde taksen) zodat vrijstelling geldt van de jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten.

PENSIONERING

Artikel 22

De aangeslotene heeft recht op uitbetaling van zijn verworven prestaties op de effectieve of normale pensioendatum.

OVERLIJDEN

Artikel 23

In geval van overlijden van de aangeslotene, hebben de begunstigden, zoals aangeduid hierna, recht op de uitbetaling van de verworven prestaties.

In onderhavig reglement wordt het ogenblik van het overlijden gelijkgesteld met het ogenblik van uitdiensttreding.

Artikel 24 - Rangorde van de begunstigden

De uitkering van de prestaties in geval van overlijden gebeurt in de hierna volgende voorrangsorte van begunstiging:

- a) de echtgeno(o)t(e), noch gerechtelijk van tafelen bed gescheiden, noch gerechtelijke aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding;
- b) bij ontstentenis, de kinderen of, bij plaatsvervulling, de afstammelingen van deze laatsten;
- c) bij ontstentenis, de door de aangeslotene aangewezen begunstigde(n);
- d) bij ontstentenis, de bloedverwanten in opgaande lijn;

- e) bij ontstentenis, de wettelijke erfgenamen van de aangeslotene met uitsluiting van de Staat;
- f) bij ontstentenis, de pensioeninstelling gedefinieerd in artikel 3.5.

Op verzoek van de aangeslotene kan met akkoord van de werkgever erin toegestemd worden dat afgeweken wordt van deze rangorde van de begunstigden.

OMZETTEVG IN RENTE TEGEN STORTING MET AFSTAND VAN KAPITAAL

Artikel 25

De aangeslotene, of in geval van overlijden zijn rechthebbenden heeft (hebben) net recht om de omvorming van de prestaties in rente te vragen.

De berekening van de omzetting van kapitaal in rente zal gebeuren in overeenstemming met de berekeningswijze zoals vastgelegd door de Koning.

De inrichter informeert de aangeslotene aangaande dit recht op omzetting, en dit twee maanden vóór de pensionering of binnen de twee weken nadat hij van de vervroegde pensionering op de hoogte werd gebracht.

In geval van overlijden van de aangeslotene, zal de inrichter de rechthebbenden van de aangeslotene informeren over dit recht op omzetting, en dit binnen de twee weken nadat de inrichter op de hoogte werd gebracht van het overlijden van de aangeslotene.

Artikel 26 - Actualisatieregels

De actualisatieregels die gebruikt worden voor de omzetting zijn:

- technische interestvoet: maximale referentievoet, verminderd met 0,5 %;
- sterftetafels: MR/FR.

UITTREDING

Artikel 27

Met uittreding wordt bedoeld de omstandigheid waarbij de aangeslotene het toepassingsgebied van de CAO waarbij het huidige voorzorgsreglement werd ingevoerd, verlaat.

Artikel 28 - Overdracht van de reserves

De overdracht van reserves naar een andere pensioeninstelling in het kader van de uittreding zoals omschreven in artikel 27 wordt toegestaan.

Artikel 29

Op het ogenblik van de uittreding zal geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen ten laste worden gelegd van de aangeslotene, noch worden afgetrokken van de verworven reserves.

Artikel 30

Na de uittreding van een werknemer zal de inrichter uiterlijk binnen het jaar de pensioeninstelling hiervan schriftelijk in kennis stellen.

De pensioeninstelling zal, uiterlijk binnen de 30 dagen na deze kennisgeving, het bedrag van de verworven prestaties schriftelijk meedelen aan de inrichter, die de aangeslotene hiervan onmiddellijk in kennis stelt.

Artikel 31 - Keuzemogelijkheden

De aangeslotene heeft, bij uittreding, de volgende mogelijkheden:

- a) de verworven prestaties over te dragen naar de pensioeninstelling van ofwel de nieuwe werkgever met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten (indien hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van die werkgever), ofwel de nieuwe rechtspersoon⁶ - paritair samengesteld - waaronder de werkgever ressorteert met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten, en dit indien hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van die rechtspersoon;
- b) de verworven prestaties over te dragen naar een pensioeninstelling die de totale winst onder de aangeslotenen in verhouding tot hun reserves verdeelt en de kosten beperkt volgens de regels vastgesteld door de Koning;
- c) de verworven prestaties bij de pensioeninstelling te laten. In dat geval vervalt vanaf de uittreding de rendementsgarantie waarvan sprake in artikel 12 en 13⁷.

In het geval dat de aangeslotene zou opteren voor de keuzemogelijkheid zoals omschreven sub a), dan zullen de nieuwe inrichter en de pensioeninstelling van de nieuwe inrichter de overgedragen reserves zonder kosten moeten aanvaarden.

Artikel 32 - Kennisgeving keuze

De aangeslotene zal binnen de 30 dagen na de kennisgeving door de pensioeninstelling van het bedrag van de verworven prestaties, zoals omschreven in onderhavig reglement, aan de inrichter zijn keuze meedelen. Hij zal deze melding richten aan de contactpersoon, vermeld op de laatst ontvangen pensioenfiche.

Indien de aangeslotene zijn keuze niet meedeelt binnen bovenvermelde termijn van 30 dagen, dan wordt hij verondersteld ervoor gekozen te hebben om zijn verworven prestaties bij de pensioeninstelling te laten.

⁶ Het betreft een rechtspersoon zoals omschreven in artikel 3 §1,5° van de Wet op de aanvullende pensioenen.

⁷ In dat geval zal vanaf de uittreding de rendementsgarantie bepaald worden conform de wettelijke bepalingen.

WIJZIGING PENSIOENINSTELLING

Artikel 33 - Wijziging van pensioeninstelling

De inrichter zal de aangeslotene informeren aangaande iedere verandering van pensioeninstelling.

De inrichter dient eveneens de Controledienst voor de Verzekeringen hieromtrent in te lichten.

ONTOEREIKENDE RESERVES VAN DE PENSIOENINSTELLING

Artikel 34

Ingeval het evenwicht van de pensioeninstelling verbroken is, dit wil zeggen wanneer de bezittingen van de pensioeninstelling ontoereikend zouden zijn om de uitvoering te verzekeren van alle verbintenissen tegenover de begunstigen van de pensioeninstelling, zal de pensioeninstelling aan de Controledienst voor Verzekeringen een herstelplan op korte termijn voorleggen. Indien echter het herstelplan niet de gewenste resultaten bereikt of wanneer wordt vastgesteld dat de toestand onmogelijk te herstellen is zal de pensioeninstelling ontbonden worden en dit overeenkomstig de bepalingen in onderhavig reglement.

Het evenwicht is o.a. gebroken indien de bezittingen van de pensioeninstelling ontoereikend zijn om de minimale reserves te dekken gelijk aan de persoonlijke bijdragen, gekapitaliseerd tegen de maximale referentievoet voor verzekeringsverrichtingen van lange duur die vastgesteld is in de uitvoeringsbesluiten van de Wet van 9 juli 1975.

In de geest van de reglementering betreffende de contrôle op private voorzorgstellingen, maken de verplichtingen aangegaan in het onderhavig voorzorgsreglement voor de pensioeninstelling een middelverbintenis uit.

OPHEFFING VAN ONDERHAVIG VOORZORGSREGLEMENT

Artikel 35

Bij de opheffing van onderhavig voorzorgsreglement wordt de pensioeninstelling ontbonden; de regels voor de vaststelling van de verworven reserves worden geregeld in onderhavig reglement.

4

ONTBINDING VAN DE PENSIOENINSTELLING

Artikel 36

Indien de pensioeninstelling ontbonden wordt is de vereffenaar gehouden het vermogente bestemmen ten voordele van een verzorgingsinstelling met een gelijkaardig doel.

Op voorstel van de vereffenaar zal de Algemene Vergadering, mits voldaan te hebben aan de vereiste aanwezigheids- en goedkeuringsvereisten zoals voorzien in de statuten van de VZW, beslissen over de bestemming van het vermogen.

Deze bestemming kan verwezenlijkt worden:

- hetzij door overdracht van de beschikbare bezittingen aan één of meerdere private verzorgingsinstellingen, die alle verbintenissen tegenover de begunstigten van de pensioeninstelling zouden overnemen en gemachtigd zouden zijn zulks krachtens de bestaande reglementering te doen;
- hetzij door vereffening van de bezittingen, zoals hierna bepaald.

De beschikbare bezittingen dienen in de eerste plaats voor het vereffenen van de actuele waarde van de lopende toezeggingen en van de actuele waarde van de prestaties, gevestigd door de bijdragen van de aangeslotenen betaald vóór de vereffening.

De actuele waarden worden berekend overeenkomstig het technische dossier neergelegd bij de Controledienst voor de Verzekeringen.

Indien de bezittingen van de VZW niet voldoende zijn voor het vereffenen van de vermelde actuele waarden, dan worden zij verdeeld onder de rechthebbenden evenredig met deze actuele waarden.

In voorkomend geval worden de bezittingen resterend na de bovenvermelde verdeling, aangewend voor het vereffenen van de actuele waarde van de lopende toezeggingen en van de actuele waarde van de prestaties, gevestigd door de bijdragen van de werkgever betaald vóór de vereffening.

De actuele waarden worden berekend overeenkomstig het technische dossier neergelegd bij de Controledienst voor de Verzekeringen.

Eventueel overblijvende bezittingen na de verdeling zoals hierboven bepaald, worden verdeeld onder alle rechthebbenden evenredig met de actuele waarden zoals hierboven bepaald.

De verdeling van de bezittingen van de VZW mag niet gebeuren volgens een regel die één of andere categorie begunstigten bevoordeelt.

4

VAN KRACHT WORDEN VAN HET VOORZORGSREGLEMENT

Artikel 37

Onderhavig règlement wordt van kracht op 1 januari 2003.